



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°105 – Semaine du 17 octobre 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Taux prévisionnel de croissance moyenne du PIB des pays nordiques en 2025 :

1,4 %

Ce taux moyen, fondé sur les dernières projections du FMI du 14 octobre 2025 et pondéré selon le poids économique de chaque pays, masque des disparités au sein de la zone : 2,3% pour la Norvège, 1,8% pour le Danemark, 1,4% pour l'Islande, 0,7% pour la Suède et 0,5% pour la Finlande.

Pour 2026, le FMI anticipe une croissance moyenne pondérée du PIB de la région nordique de +1,9% (2,0% pour la Norvège, 2,2% pour le Danemark, 2,3% pour l'Islande, 1,9% pour la Suède et 1,3% pour la Finlande).

Source: [IMF, World Economic Outlook, October 2025](#)

Pays nordiques

Les gouvernements suédois et finlandais publient, avec la Pologne et deux pays baltes, une déclaration commune de coopération sur l'énergie nucléaire. Dans le cadre de la conférence internationale « *Nordic-Baltic Nuclear Investment Summit* » qui s'est tenue le 7 octobre à Stockholm, l'Estonie, la Finlande, la Lettonie, la Pologne et la Suède ont signé une déclaration commune soulignant l'importance de l'énergie nucléaire pour le renforcement de leur sécurité énergétique et la lutte contre le changement climatique. Cette déclaration promeut une coopération entre ces pays pour la construction de centrales nucléaires, la gestion des déchets nucléaires, ainsi que la recherche et développement dans ce domaine. La conférence a réuni des ministres et des représentants des pays voisins de la Suède, ainsi que des dirigeants industriels, des

fournisseurs et des investisseurs. Les discussions ont porté sur les conditions nécessaires à un développement efficace de l'énergie nucléaire dans la région et sur la compétitivité des chaînes d'approvisionnement.

La société d'investissement norvégienne Storebrand annule son projet de transfert de ses fonds en Suède. Le PDG, Odd Arild Grefstad, a indiqué revenir sur sa décision annoncée en janvier 2025 de relocaliser en Suède les fonds actuellement logés en Norvège, suite à la présentation le 8 octobre 2025 par le gouvernement norvégien de son budget pour 2026. Le ministre des Finances, Jens Stoltenberg, a notamment annoncé une réduction de l'impôt sur les gains en capital, passant de 37,8% à 25%. Selon M. Grefstad, la proposition du gouvernement aligne les conditions-cadres norvégiennes sur le niveau de la Suède, ce qui l'a conduit à annuler sa décision précédente.

Danemark

Le FMI prévoit une croissance de 1,8 % en 2025 et de 2,2% en 2026 au Danemark.

L'institution a revu à la hausse ses prévisions de croissance mondiale (3,2% en 2025 ; 3,1% en 2026), une évolution rassurante pour le pays, dont l'économie très ouverte dépend fortement de ses exportations vers l'Europe et les États-Unis. Toutefois, les perspectives sur ces deux marchés clés restent fragiles : les États-Unis devraient connaître un ralentissement notable de 2,8% de croissance en 2024 à 2% et 2,1% respectivement en 2025 et 2026, et la zone euro continue d'afficher une croissance faible, notamment en Allemagne, en France et en Italie. Selon Kristian Skriver, économiste à la Chambre de commerce danoise, les entreprises doivent se préparer à un ralentissement de la croissance des exportations. Bien que l'environnement global soit un peu plus favorable que prévu, l'économie danoise reste fortement exposée aux tensions commerciales et aux incertitudes géopolitiques.

Les investissements directs danois à l'étranger ont atteint un niveau record fin 2024, à 1 910,0 Mds DKK (255,7 Mds €), soit 829 Mds DKK de plus que les investissements étrangers au Danemark, d'après la Banque Nationale.

Les États-Unis sont le premier pays d'accueil, notamment grâce au rachat de *Catalent* par *Novo Nordisk*, tandis que les pays de l'UE concentrent 40% des investissements danois à l'étranger. Les cinq principaux groupes danois investisseurs à l'étranger (*Novo Nordisk*, *Maersk*, *Ørsted*, *DSV*, *Carlsberg*) représentent près de 30 % du total. Côté entrant, les États-Unis sont le principal investisseur au Danemark, bien que de nombreux flux passent par des pays de transit comme le Luxembourg, les Pays-Bas ou l'Irlande.

Les travailleurs internationaux ont contribué à hauteur de 82 Mds DKK (10,7 Md €) à la croissance du PIB au T2 2025.

Ces chiffres, extraits du nouveau rapport de la Chambre de commerce danoise, marquent une progression de 5% par rapport aux chiffres observés au T2 2024 (78 Mds DKK, soit 10,7 Mds €). Les travailleurs étrangers seraient ainsi à l'origine de 29% de la

croissance du PIB du Royaume en 2024. L'organisation insiste ainsi sur l'importance de la main-d'œuvre étrangère pour l'économie danoise, et souligne la nécessité d'attirer plus de travailleurs étrangers à l'avenir pour faire face au vieillissement de la population.

Un Danois sur cinq exerce chaque année une activité non déclarée, selon une étude de la Fondation Rockwool réalisée à partir de données de 2021.

Le marché parallèle représente environ 31,5 Mds DKK (4,1 Md€), soit une perte fiscale estimée à 13,7 Mds DKK (1,8 Md€). Les hommes (25 %) et les ouvriers du bâtiment (près d'un sur deux) sont les plus concernés. Pour la ministre des impôts, Ane Halsboe-Jørgensen (Parti social-démocrate) ces chiffres sont « *inacceptables* » et elle mise sur un contrôle renforcé.

Dix mois après son inauguration, le nouvel aéroport international de Nuuk rencontre plusieurs difficultés d'exploitation.

Les conditions météorologiques difficiles (brouillard, glace, vents), ainsi que certaines limitations d'infrastructure compliquent le bon déroulement du trafic aérien. Ces perturbations ont conduit *Air Greenland* à enregistrer un déficit de 87,4 M DKK (11,4 M€). Plusieurs acteurs du secteur touristique expriment leurs préoccupations face aux annulations fréquentes, à l'augmentation des prix des billets et aux désagréments pour les voyageurs. Le directeur de l'aéroport de Nuuk insiste cependant sur la priorité donnée à la sécurité : « *Nous annulons quand voler n'est pas sûr* », déclare Jacob Nitter Sørensen. Des habitants pointent du doigt l'emplacement en bord de mer, souvent exposé à la brume, comme un facteur aggravant. Dans l'ensemble, ces difficultés alimentent les inquiétudes quant aux futurs aéroports d'Ilulissat et de Qaqortoq.

Finlande

Le parlement se met d'accord sur un frein à l'endettement.

Cette règle nationale fixe un objectif à long terme de taux d'endettement inférieur à 60% du PIB, puis à 40% du PIB. Pour réaliser cet objectif, la règle nationale fixe une réduction de 0,75 point de pourcentage par an de ce taux, avec une dérogation possible en cas de crise importante. L'alliance de gauche, en tête des sondages pour les élections de 2027, n'a pas adhéré à l'accord.

Le gouvernement augmente son investissement dans la préparation aux situations d'urgence.

Dans la proposition de troisième budget supplémentaire pour 2025 du gouvernement, il est proposé d'allouer 100 M€ aux comtés de bien-être afin de se préparer à répondre à des urgences en matière de soins de santé et pour les forces militaires. Le budget supplémentaire fait état d'un besoin de financement additionnel de 19 M€ pour l'administration centrale.

Le gouvernement annonce un nouveau chèque-emploi pour les jeunes.

Le gouvernement a annoncé un investissement de 30 M€ pour des chèques-emplois pour les jeunes de 18 à 29 ans au chômage depuis plus de six mois. Le chèque est destiné à couvrir 50% avec un montant maximum de 1500 € par mois des coûts salariaux d'un jeune engagé par le secteur privé pour au moins six mois. Entre 3 300 et 4 400 jeunes pourraient bénéficier du soutien, alors qu'il y a 12 000 chômeurs de moins de 25 ans en plus par rapport à l'année dernière.

La Finlande signe un accord historique avec les États-Unis pour la vente de quatre brise-glaces.

La lettre d'intention porte sur un total de onze brise-glaces commandés par les États-Unis, dont quatre seront construits en Finlande. La valeur de l'ensemble de la commande serait de 6 Mds €. Cette commande représente de 7 000 à 10 000 équivalents temps plein pour les deux sites de construction de Rauma et d'Helsinki. Le chantier naval de Rauma a annoncé prendre en charge la construction des deux premiers brise-glaces, qui devraient être construits d'ici 2028. Deux autres seront construits au chantier naval d'Helsinki et le

reste de la commande aux États-Unis, mais l'expertise finlandaise sera mobilisée. Certains acteurs ont exprimé des craintes quant au transfert de technologie vers les États-Unis.

Le télétravail ralentirait la croissance économique en Finlande.

Selon une enquête de la Confédération des industries finlandaises (EK), 62% de ses entreprises membres ayant répondu à l'enquête pensent que l'augmentation du télétravail en Finlande ralentit la croissance économique du pays. 66% s'inquiètent en particulier du destin des services des centres-villes car moins de travailleurs s'y rendent régulièrement. 20% des Finlandais font régulièrement du télétravail, contre 9% en moyenne dans l'UE.

L'industrie forestière traverse une période difficile.

La demande d'exportation (80% de la production de l'industrie) a été faible depuis le début d'année et se maintiendra en 2026. Le secteur de la construction reste déprimé. Du fait de l'augmentation des droits de douane américains sur les produits du bois, les grands groupes finlandais connaissent des difficultés. Le groupe *UPM* (entreprise finlandaise de produits forestiers) va mettre fin à sa production de papier à Lappeenranta d'ici fin 2025 (supprimant 220 emplois), et *Metsä Group* (Association coopérative forestière) a annoncé un plan social pour la suppression de 800 emplois, dont 540 en Finlande.

L'entreprise de technologie de santé Oura a levé 800 M€.

Cette entreprise produit des bagues connectées qui mesurent des données de santé en continu. Il s'agit d'une levée de fonds record pour une entreprise finlandaise. Oura est valorisée à 9,5 Mds € (+ 4,3 Mds € par rapport à 2024) et son chiffre d'affaires était de plus de 400 M€ en 2024.

Islande

Rencontre entre les Présidents islandais Halla Tómassdóttir et chinois Xi Jinping.

La Présidente de la République islandaise Halla Tómassdóttir a rencontré le 14 octobre 2025 le Président chinois Xi Jinping en marge d'un déplacement à Pékin dans le cadre de la conférence de haut-niveau du *Global Leader's Meeting on Women*, qui marquait les trente ans de la quatrième conférence mondiale sur les femmes de 1995. L'entretien entre les deux Présidents a duré une trentaine de minutes. Lors de l'entretien, ils ont abordé, de façon très générale, les possibilités de renforcement de la coopération entre les deux pays en matière économique, de géothermie, de promotion de la transition écologique et de tourisme. La Présidente islandaise a déclaré avoir abordé les sujets du respect des droits humains et du soutien à l'Ukraine.

Autorisation de la pêche au capelan pour la saison 2025/2026.

L'Institut islandais de recherche maritime (*Hafró*) a annoncé que l'état des stocks de capelan observés cette année permettait l'ouverture de la pêche au capelan pour la saison 2025/2026, avec un quota de capture fixé à 43 766 tonnes. La pêche des capelans n'avait pas été ouverte lors des deux dernières saisons en raison d'une population observée jugée trop faible. Les premières estimations laissent présager que cette pêche pourrait rapporter entre 20 et 30 Mds ISK (entre 140 et 212 M€), en fonction de l'engouement que suscitera le retour du capelan sur le marché islandais.

Maintien du taux directeur de la Banque centrale à 7,5%.

Par une décision en date du 8 octobre 2025, le Comité de la Politique monétaire de la Banque centrale islandaise a annoncé maintenir son taux directeur à 7,5%, un chiffre stable depuis le 21 mai 2025. Selon le Gouverneur de la Banque centrale, les conditions ne sont pas réunies pour permettre une baisse des taux d'intérêt, conditionnée à une baisse durable de l'inflation qui demeure élevée. Le Comité de politique monétaire estime toutefois qu'un « tournant clair » dans la bonne direction de

l'économie islandaise est observable. La prochaine décision du Comité de politique monétaire est attendue pour le 19 novembre 2025.

L'Islande au 5^{ème} rang mondial du PIB par habitant.

Avec un PIB par habitant de 98 150 USD (84 370 €) en 2025, l'Islande arrive à la cinquième place du classement mondial du PIB par habitant réalisé par le *Fonds monétaire international* (FMI), derrière le Liechtenstein, le Luxembourg, l'Irlande et la Suisse. En 2024, l'Islande occupait la sixième place de ce classement, derrière Singapour. En 2025 et à titre de comparaison, la Norvège, le Danemark, la Suède et la Finlande occupent respectivement les septième, neuvième, quinzième et vingt-deuxième places de ce classement.

La population islandaise pourrait dépasser les 500 000 habitants en 2042.

Selon les projections de l'Institut islandais des statistiques, la population islandaise devrait dépasser les 550 000 habitants en 2075. *Statice Iceland* s'attend notamment à ce que le nombre de 500 000 habitants soit atteint dès 2042. Cette croissance s'accompagnerait d'un vieillissement général de la population avec un âge médian qui serait de 57 ans en 2075 contre 37 ans en 2025. En 2025, l'Islande compte 389 000 habitants.

Mise en vente des data centers atNorth, estimés à 4 Mds €.

La société d'investissements suisse *Partners Group* a annoncé dans le *Financial Times* souhaiter procéder à la vente des data centers *atNorth*, acquis par l'entreprise en 2021 pour un montant d'environ 350 M USD (301 M €). L'entreprise, qui s'est beaucoup développée sur la période, est aujourd'hui estimée à environ 4 Mds €. *atNorth* opère huit data centers, dont trois en Islande sur les sites d'Akureyri, Reykjanesbær et Hafnarfjörður qui représentent environ la moitié des 200 employés du groupe. Deux autres sites sont encore en construction au Danemark et en Finlande.

Norvège

Discours du Roi à l'ouverture du *Storting*.

Le Roi Harald V a inauguré samedi la 170^{ème} session du parlement (*Storting*), en présence de la famille royale, du gouvernement, des députés et du corps diplomatique. Dans son traditionnel discours du trône, rédigé par l'exécutif, il a plaidé en faveur d'une baisse des inégalités, d'une réforme de la fiscalité, d'une transformation en profondeur du système de santé, d'une réflexion sur l'école de demain et d'un débat sur le rôle de la police.

Nouveau programme consacré aux drones militaires.

L'armée de terre norvégienne a lancé son propre programme de drones militaires. Doté de 128 M€ répartis sur une période de dix ans, il vise à mettre au point des drones intelligents capables de s'attaquer aux forces blindées.

Coopération militaire entre la Norvège et la Pologne.

Lors du *Warsaw Security Forum*, le ministre norvégien de la Défense, Tore O. Sandvik, a signé une lettre d'intention pour la coopération militaire avec la Pologne. Les deux pays ont souligné l'importance de leur partenariat, la Norvège acquérant des missiles *Piorun* et la Pologne du matériel fourni par *Kongsberg*. Tore O. Sandvik a également exprimé le souhait que Varsovie opte pour les sous-marins allemands *ThyssenKrupp*, déjà choisis par la Norvège.

Signature du partenariat avec la Lettonie dans le cadre des fonds EEE.

La secrétaire d'État norvégienne Maria Varteressian a signé le 9 octobre à Riga un accord accordant à la Lettonie un soutien de 109 M € dans le cadre du mécanisme financier de l'EEE, financé à 97 % par la Norvège, le reste par l'Islande et le Liechtenstein. Cet appui, prévu pour la période 2021-2028, vise à renforcer la préparation aux situations d'urgence et à soutenir le développement et la commercialisation de technologies vertes.

Entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec l'Inde.

L'accord de commerce et de partenariat économique entre les pays de l'AELE et l'Inde est entré en vigueur le 1^{er} octobre. Signé en mars 2024, il prévoit la suppression progressive des droits

de douane sur la quasi-totalité des exportations norvégiennes vers l'Inde : d'ici 2035, 92 % des marchandises norvégiennes seront exemptées de droits. L'accord inclut également un engagement d'investissement de 100 Mds USD de la part de l'AELE sur les quinze prochaines années, destiné à soutenir la création d'un million d'emplois.

La Norvège possiblement exemptée des mesures de sauvegarde européennes sur l'acier.

La Commission européenne a proposé le 8 octobre d'imposer des droits de douane de 50 % sur les importations d'acier de pays tiers dépassant 18,3 M de tonnes par an, tout en exemptant la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein en vertu de l'accord EEE. La mesure doit encore être validée par le Parlement européen, le Conseil et l'OMC. Le ministre norvégien des affaires étrangères, Espen Barth Eide, a salué une annonce « importante et rassurante », espérant qu'elle aboutira à un résultat favorable pour la Norvège et « créera un précédent pour d'autres dossiers ». Ce dossier est distinct de celui d'éventuelles mesures de sauvegarde sur les ferro-alliages.

Inflation de 3,6% en septembre.

Les prix ont augmenté de 3,6% en glissement annuel sur douze mois en septembre selon SSB (Bureau central des statistiques). L'inflation a notamment été alimentée par les services de communication (+6,4%), les denrées alimentaires (+6,3%), les loyers et dépenses contraintes (+6,2%), ainsi que les boissons alcoolisées (+4,1%). Seuls les vêtements et les meubles ont connu une baisse des prix, de 2,1% et de 1,3% respectivement.

Deux industriels en lice pour fournir des missiles longue portée à la Norvège.

La Norvège envisage d'acheter des missiles longue portée (500 km) pour un montant total de 847 M€. Deux offres seraient considérées par Oslo : les Himars de *Lockheed Martin* (États-Unis) et les Chunmoo de *Hanwha Aerospace* (Corée du Sud).

Ralentissement de l'évasion fiscale.

Le nombre de Norvégiens fortunés s'installant à l'étranger serait en baisse depuis deux ans, après les départs records enregistrés en 2022 et 2023. Cette évolution s'expliquerait principalement par l'instauration d'une « *exit tax* » sur le capital — un prélèvement de 37,84 % sur les plus-values réalisées sur les actifs en actions des ménages quittant la Norvège — ainsi que par la suppression de la « règle des 5 ans », qui permettait jusqu'alors d'effacer la dette fiscale envers la Norvège après cinq années de résidence à l'étranger. Depuis 2022, plus de quatre-vingts Norvégiens fortunés se sont installés en Suisse.

NFM Group rachète l'entreprise française de défense Paul Boyé

Technologies. Après un long processus mené avec les autorités françaises, la société norvégienne *NFM Group* a annoncé le 9 octobre l'acquisition de 100 % des actions de l'industriel français de défense *Paul Boyé Technologies*, employant 2200 personnes. Troisième groupe de défense norvégien après *Kongsberg* et *Nammo*, *NFM* affirme que cette opération renforce son engagement à long terme auprès des forces armées. *Paul Boyé Technologies* est un fournisseur historique de l'État, spécialisé dans la protection NRBC, les équipements tactiques et les vêtements de protection. *NFM Group* sera présent dans huit pays avec 3400 collaborateurs.

Le gouvernement suspend les garanties vertes par l'État en 2026.

Introduit en 2021, le cadre de garantie des crédits facilitant la transition verte sera suspendu en 2026, et se limitera alors aux « *contrats déjà conclus* » en 2025. Ces garanties apportées par l'Agence suédoise de la dette (*Riksgälden*) sont octroyées dans la limite de 80 Mds SEK (7,1 Mds€) en 2025. Le gouvernement justifie cette suspension par la difficulté d'évaluer l'utilité générale des garanties. Les observateurs nationaux soulignent pour leur part que, jusqu'à fin 2024, 83% des garanties vertes concernaient le producteur de batterie *Northvolt* (liquidé puis repris par l'américain *Lyten* en 2025) ou *Stegra*, une société visant à décarboner l'industrie sidérurgique et qui fait face à des problèmes de financement.

La Riksbank autorisera les paiements hors ligne à compter du 1^{er} juillet 2026.

La Banque de Suède (*Riksbank*) et les représentants du marché des paiements en Suède ont conclu un accord visant à accroître la possibilité d'effectuer des paiements par carte hors ligne, en cas de pannes d'Internet ou de cyberattaques, pour les biens de première nécessité. Cet accord constitue une étape importante dans le cadre des efforts visant à renforcer la résilience du pays face à de potentielles perturbations du système de paiements numériques.

La croissance du PIB atteint 2,4% en août.

Selon SCB, la croissance du PIB, corrigée des variations saisonnières, était de 1,1% en août en glissement mensuel et de 2,4% en glissement annuel. Ces chiffres confirment la tendance à la hausse de la demande intérieure et de la production industrielle. Le commerce de détail affiche notamment une augmentation de +4,4% en un an et les carnets de commandes de l'industrie font même un bon de +7,3%. Les indices des directeurs d'achat dans l'industrie (55,6) comme dans les services (57,7) affichent des niveaux non atteints depuis plusieurs années.

L'excédent de la balance commerciale (biens) a atteint 55,7 Mds SEK (5 Mds €) au cours des huit premiers mois de 2025.

Cet excédent représente 0,9% du PIB. Toutefois, en volume, les échanges commerciaux se contractent : les exportations (1 355,5 Mds SEK) comme les importations (1 299,8 Mds SEK) ont diminué de -1% durant cette période par rapport à la même période l'an dernier.

La Chine est le pays étranger qui investit le plus en R&D en Suède.

Selon un récent rapport de l'Agence nationale d'analyse des politiques de croissance (*Tillväxtanalys*), les dépenses en R&D des entreprises chinoises en Suède en 2023 ont atteint près de 18 Mds SEK (1,6 Md€ et plus de 8 000 employés), portées notamment par *Volvo Cars* (entreprise détenue à 78,7 % par l'entreprise chinoise *Geely*) et *Huawei*, qui possède son centre de R&D pour l'Europe du nord à Stockholm. Les autres investissements en R&D les plus importants en Suède proviennent, après la Chine, du Royaume-Uni avec 14,2 Mds SEK (1,3 Md€, 4 100 employés), de l'Allemagne avec 12 Mds SEK (1,1 Md€, 4 700 employés) et des États-Unis avec 7,7 Mds SEK (700M€, 4 600 employés). Pour leur part, les dépenses en R&D des entreprises françaises ont doublé depuis 2019 pour atteindre 1,6 Mds SEK en 2023 (145 M€, 1 143 employés).

La Bourse de Stockholm est la place la plus active d'Europe avec neuf introductions en 2025.

Neuf introductions en bourse (IPO) ont été réalisées au *Nasdaq Stockholm* depuis le début de l'année (*Verisure*, *Nova Banks*, *Röko*, *Enity*, *Asker Healthcare*, *Hacksaw*...). Selon le cabinet *Baker McKenzie*, cette activité place la Bourse de Stockholm au premier rang des places européennes en termes de volume de fonds levés lors d'IPO, avec 61,1 Mds SEK (5,5 Mds €) entre le T1 et le T3 2025. L'introduction de *Verisure* (anciennement *Securitas direct*), valorisée à 17 Mds € lors de son introduction le 8 octobre 2025, est la plus importante en Europe depuis celle de *Porsche* en 2022.

La cour d'appel administrative de Stockholm donne raison à JCDecaux dans le cadre d'un contrat de 5,5 Mds SEK sur sept ans. En 2024, la filiale suédoise du groupe français avait signé un contrat avec la société de transports publics de la ville de Stockholm (SL). Son concurrent *Bauer Outdoor* avait déposé un recours, arguant que ce contrat ne respectait pas la procédure de marché public. La décision de la cour confirme l'octroi à JCDecaux du marché des panneaux publicitaires dans 14 des plus grandes stations de métro et trains de banlieue, ainsi que dans tous les abribus du comté de Stockholm (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026).

Ericsson annonce un partenariat de 3 Mds USD avec l'agence de crédit export EDC pour développer la 5G au Canada. Le groupe de télécommunications suédois et *Exportation et Développement Canada (EDC)*, l'agence de crédit à l'exportation canadien, ont signé un accord de partenariat de 3 Mds USD sur trois ans pour promouvoir les investissements canadiens dans les technologies de pointe, notamment la 5G et l'innovation quantique. En 2024, *Ericsson* avait déjà annoncé un partenariat de recherche et développement d'une valeur de 638,4 M CAD (390 M EUR) sur cinq ans avec le gouvernement canadien.

Softbank acquiert ABB Robotics pour 5,4 Mds USD. ABB, le groupe industriel suédo-helvétique, a cédé sa division « *Robotics* » au fonds d'investissement japonais *Softbank* pour 5,4 Mds USD. Ce dernier cherche à renforcer ses compétences dans l'intelligence artificielle par le biais d'investissements dans différents domaines de la technologie. *SoftBank* possède déjà le concepteur de puces *Arm* et détient une participation majeure dans *OpenAI*, propriétaire de *ChatGPT*. *ABB Robotics* emploie 7 000 personnes dans le monde et réalisé un chiffre d'affaires de 2,3 Mds USD, soit 7% du CA du conglomerat ABB. La transaction devrait être conclue d'ici la fin 2026.

Jean Eric Salata deviendra le nouveau Président du Conseil d'administration d'EQT au

printemps 2026. Âgé de 59 ans et originaire du Chili, Jean Eric Salata succède à Conni Jonsson, fondateur du fonds en 1994. Jean Eric Salata avait fondé *Baring Private Equity Asia* (BPEA) en 1997, société de capital-investissement qui a fusionné en 2022 avec *EQT*. Actuellement président d'*EQT Asia*, Jean Eric Salata est le deuxième actionnaire du fonds derrière la famille Wallenberg, avec 9,6% du capital et des droits de vote.

Le PDG sortant d'IKEA est proposé par la Suède pour diriger le Haut-commissariat aux réfugiés à l'ONU. Jesper Brodin, PDG d'*IKEA* depuis 2017 qui sera remplacé en novembre 2025 par l'actuel directeur général adjoint Juvencio Maetzu, a été proposé par le gouvernement suédois comme candidat à la direction de l'agence des Nations Unies.

Philippe Aghion, 5^e lauréat français du prix Nobel d'économie depuis sa création. La distinction internationale dans le domaine de l'économie, créée par la Banque de Suède en 1968, a été attribuée au Français Philippe Aghion, au Canadien Peter Howitt et à l'Américano-Israélien Joël Mokyr pour leurs travaux sur l'impact de l'innovation et des nouvelles technologies sur la croissance. Professeur et chercheur rattaché au Collège de France, à l'INSEAD et à la *London School of Economics*, Philippe Aghion a contribué aux travaux liés la théorie de la croissance économique dite « endogène » qui établit un lien entre innovation, concurrence et croissance à long terme. D'influence schumpétérienne, ce modèle est fondé sur le processus de « destruction créatrice », décrit par l'économiste autrichien au XX^{ème} siècle : les entreprises innovantes remplacent les anciennes moins productives, contribuant ainsi à l'élévation du sentier de croissance potentielle de long terme. Aghion a notamment montré que l'innovation résultait d'incitations économiques appropriées, du niveau des investissements en R&D et du cadre institutionnel. Quatre autres économistes français ont déjà reçu ce prix prestigieux : Esther Duflo (2019), Jean Tirole (2014), Maurice Allais (1988) et Gérard Debreu (1983). Second Prix Nobel français cette année après Michel Devoret, lauréat du Prix Nobel de physique pour ses travaux en mécanique quantique macroscopique, Philippe Aghion a également été co-Président du Comité de l'intelligence générative mis en place en 2023 par le gouvernement français.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,2	0,5
Danemark	1,5	1,8	3,7	-1,3	1,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,0	-0,4
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,1	0,8
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,2	0,6
Islande	9	5,6	-0,7	2,9	-0,7

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statische](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,9	0,4
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6	0,4
Norvège	5,8	5,5	3,2	2,8	2,8
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2	4

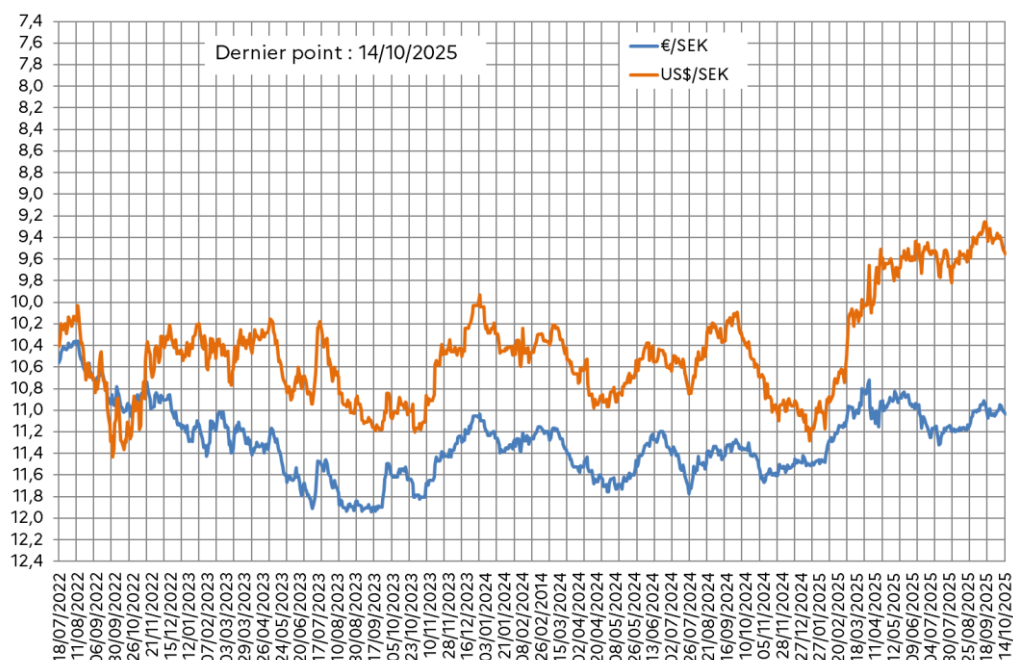
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

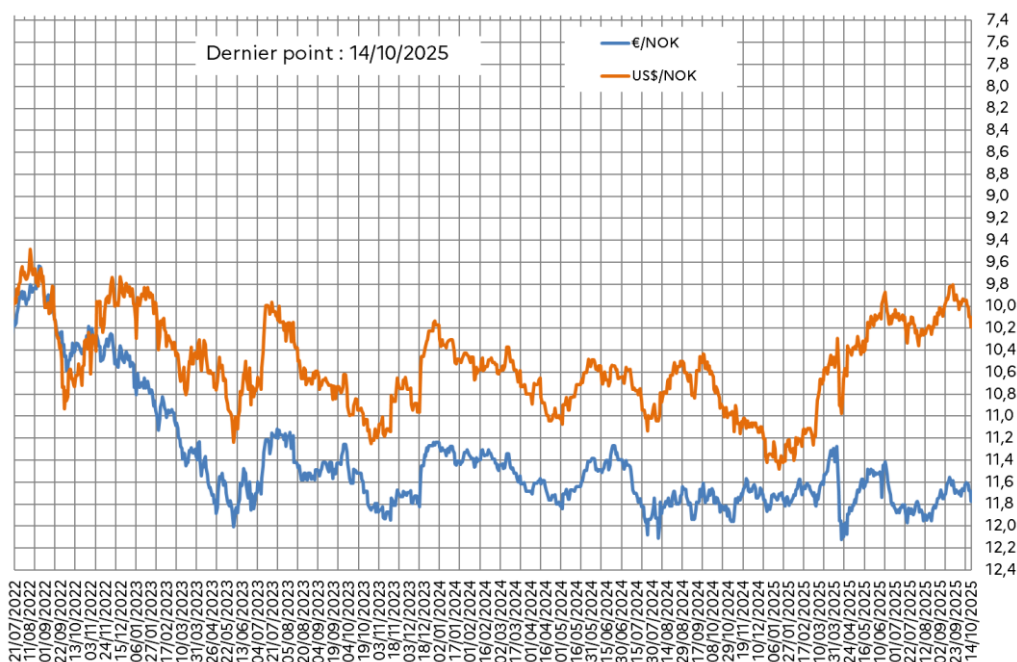
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Évolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, V. Brigodiot, S. Wihane-Marc), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, J. Picard, B. Capron) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr